

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV DEEE

1 AVENUE ALBERT RAMBOZ
69320 Feyzin

Références : UDR-SSDAS-26-109-FP
Code AIOT : 0006108193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV DEEE implanté site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV DEEE
- site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin
- Code AIOT : 0006108193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV DEEE réalise une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets proviennent de professionnels

dont 90 à 95 % de grands magasins d'électroniques et flux ménagers de déchetteries.

Un nouvel arrêté préfectoral a été signé le 06/06/2024. Ce dernier a été rédigé suite à la réalisation de travaux portant sur le remplacement de la ligne de traitement GEM-F et sur des modifications liées aux stockages. Les modifications traitaient également des rejets atmosphériques, des Valeurs Limites d'Emissions, de la conformité avec les différents arrêtés IED ou encore de la gestion du risque incendie.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 10.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Traçabilité – registre	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 9.1.12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Prévention du risque incendie – PDI	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 & 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de l'inspection du 20/01/2025 / Plan de prélèvement environnemental	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 2.5.1	Sans objet
2	Installations électriques	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.3.2	Sans objet
3	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 10.2.3	Sans objet
5	Surveillance	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets atmosphériques	06/06/2024, article 3.2.4	
6	Traçabilité – Pesée / exutoires	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Prévention du risque incendie – Acceptation des déchets	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 9.1.4	Sans objet
9	Prévention du risque incendie – vérification matériel	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la visite d'inspection du 25 février 2026 des non-conformités en matière de stratégie de défense incendie (matérialisée par le Plan de Défense Incendie du site) et de traçabilité des déchets (cohérence du registre avec les données concernant les transferts transfrontaliers de déchets opérés depuis 2024).

La mise en oeuvre d'actions correctives dans des délais courts est attendu de la part de l'exploitant SUEZ sur ces écarts, en raison des enjeux associés et de l'historique récent du site de Feyzin en matière de sinistre (incendie survenu début 2025).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 20/01/2025 / Plan de prélèvement environnemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation d'un plan de prélèvement post-accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un</p>

incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prélèvement environnemental demandé par l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection réactive du 20/01/2025 a été réalisé par la société ENVISOLS et transmis à la DREAL en juin 2025.</p> <p>Les différents prélèvements réalisés sur site, sur zones témoin et zones sensibles situées dans le cône de propagation de l'incendie (axe Nord-Sud, de Feyzin à Albigny sur Saône), n'ont pas permis de retrouver la signature chimique de l'incendie hors site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des signalements d'incommodations de plusieurs riverains durant l'incendie du 19/01/2025, l'Inspection des installations classées suggère à l'exploitant de développer le risque toxique (i.e les produits de décomposition) dans le cadre de la prochaine modification de l'étude de dangers du site de Feyzin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la conformité des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les installations électriques [...]L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes Applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers rapports annuels de vérification des installations électriques du site ont été transmis</p>

en amont de la visite d'inspection. La société APAVE est intervenue début août 2025 et conclut à plusieurs non-conformités dans les domaines Haute et Basse Tension, dont certaines comme l'échauffement du bornier d'un coffret disjoncteur, présentaient un degré d'urgence (risque incendie).

En outre, des essais complémentaires ont été préconisés par l'APAVE.

L'exploitant SUEZ indique que l'ensemble des actions correctives préconisées par l'APAVE ont été levées par l'équipe interne chargée de la maintenance du site.

La visite de terrain a permis de confirmer que les actions correctives ont été correctement réalisées pour le coffret disjoncteur ainsi que les postes HT42 et TR1600.

SUEZ a pris rendez-vous avec l'APAVE pour la réalisation de nouveaux essais en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 10.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance semestrielle des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux pluviales de ruissellement les valeurs limites en concentrations et les fréquences de mesures sous les conditions définies ci-dessous :

[CF TABLEAU ARRÊTE PRÉFECTORAL]

Pour les paramètres phénols, AOX et Ion fluorure, en cas de non dépassement des VLE imposées sur trois mesures consécutives ou en l'absence de rejets dépassant les conditions imposant une mesure, l'abandon

de la surveillance de ces paramètres pourra être envisagé, sous réserve de la justification et de l'information préalable de l'Inspection des Installations Classées.

Les paramètres dont la fréquence d'analyse est mensuelle pourront être abaissées à une fréquence

semestrielle les rejets réalisés ne dépassent pas les VLE durant six mesures consécutives, sous réserve de la

justification et de l'information préalable de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant réalise un contrôle des Valeurs Limites d'Émissions sur les paramètres précités aux fréquences mentionnées. Les rapports sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux sur le 1er semestre 2025 ne montrent pas de

dépassements des valeurs limites.

Le rapport de surveillance complet pour le 2nd semestre 2025 a été transmis post-inspection par l'exploitant. Ce dernier ne révèle pas de non-conformités vis-à-vis des VLE réglementaires.

Les prochains résultats de surveillance permettront à SUEZ de se positionner quant au maintien de la surveillance des paramètres phénols, AOX et Ion fluorure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 10.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau et programme de surveillance

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose d'un piézomètre en amont des installations du site et de 2 piézomètres en aval.

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan, qui est actualisé à chaque création de nouveaux

ouvrages de surveillance. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons

d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection

retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur

(normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixé par le SDAGE,...).

Deux fois par an (période de hautes et basses eaux), l'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

- température, pH, conductivité, MES, chlorures, oxygène dissous, DCO, DBO5
- métaux (aluminium, arsenic, cadmium, chrome, fer, manganèse, mercure, nickel et plomb)
- composés organiques halogénés volatils (COHV) et chlorure de vinyle
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- hydrocarbures totaux

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en

mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation

des piézomètres.

Constats :

À la lecture du rapport de surveillance APAVE du second semestre 2025 transmis en amont de la visite d'inspection, les valeurs mesurées pour les différents paramètres ne sont pas comparées avec des valeurs de référence permettant d'évaluer l'état des eaux souterraines au droit du site et

de mettre en évidence des tendances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera la surveillance des eaux souterraines avec les référentiels existants (exemple : arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance semestrielle et annuelle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des systèmes d'aspiration des lignes de traitement des PAM et des GEM-Froids doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) : [CF TABLEAU ARRÊTE PRÉFECTORAL] Une mesure des rejets atmosphériques est à réaliser dans les 6 mois suivant la mise en service d'un équipement impliquant des modifications de ces rejets. Les mesures réalisées lors de la première année d'exploitation suite à la signature du présent arrêté sont transmis à l'Inspection des Installations Classées. Par la suite, les mesures des rejets atmosphériques sont tenues à disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une demi-heure. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Concernant les paramètres présentés dans le tableau ci-dessous, liés à une unique surveillance (RFB, métaux et métalloïdes (sauf mercure), PCDD / PCDF et PCB de type dioxine), l'abandon de l'analyse de ces paramètres pourra être envisagé suite à l'absence de rejets sur trois mesures annuelles consécutives, sous réserve de la justification et de l'information préalable de l'inspection des installations classées.

[CF TABLEAU ARRÊTE PRÉFECTORAL]
<p>Constats :</p> <p>À la lecture des rapports de mesure de rejets atmosphériques transmis en amont de la visite d'inspection pour l'année 2025, l'Inspection DREAL constate un léger dépassement pour le paramètre FCV (Hydrofluorocarbone volatils) au point de rejet EA3 (10,35 au lieu de 10 mg/Nm³).</p> <p>L'exploitant évoque le souhait de pouvoir rehausser à terme la valeur limite pour ce paramètre, considérant que le fournisseur des machines constituant la ligne de traitement des GEM s'était engagé sur le respect de valeurs de rejets plus hautes que les MTDs, en faisant référence à la norme CENELEC.</p> <p>L'Inspection des installations classées signale qu'au vu du peu d'historique sur ce point de rejet (2 mesures réalisées à date), il est difficile de tirer des conclusions sur la conformité à terme du rejet EA3.</p> <p>L'Inspection des installations classées note également que la VLE était largement respectée pour la 1 mesure réalisée (5,12 pour 10).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité – Pesée / exutoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité système de pesage / liste exutoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Traçabilité.</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le carnet de vie métrologique transmis en amont de l'inspection, le pont-bascule est soumis à une visite périodique annuelle.</p> <p>Les interventions réalisées en 2024 et 2024 n'ont pas donné lieu à des réparations de l'instrument de pesage.</p>

Concernant les exutoires, ceux-ci ont pu être visualisés par l'Inspection des installations classées dans le registre entrées / sorties 2025 transmis en amont de l'inspection par l'exploitant. De nombreux exports de déchets, non-dangereux et dangereux, sont réalisés vers l'étranger (cf point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité – registre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 9.1.12

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrants

et sortants du site, incluant les déchets générés sur le site, conformément aux dispositions de l'article

R. 541-43 du code de l'environnement.

Le registre des déchets contient à minima les informations suivantes :

- Déchets entrants :

Pour les déchets entrants, les informations décrites dans l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le

contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-

43-1 du code de l'environnement.

- Déchets sortants :

Pour les déchets sortants, les informations décrites dans l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le

contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-

43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à

l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou

non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement

relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des

autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du

Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des équipements au rebut susceptible

d'être présents, les quantités de déchets spécifiques issus du désassemblage de ces équipements

susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours

Constats :

Le registre des déchets entrants et sortants a été transmis en amont de l'inspection par l'exploitant, pour l'année 2025. L'inspection des installations classées a effectué en parallèle une extraction de l'outil TrackDéchets pour la même année, en vue de recouper les différents éléments.

L'inspecteur constate l'export de près de 40 tonnes de déchets dangereux de type charbon actif usagé (code déchet 06 13 02*) vers la Belgique, sans qu'aucun numéro de procédure de notification auprès du Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) ne soit indiqué.

En outre, l'export TrackDéchets pour le site SUEZ RV DEEE de Feyzin n'indique aucune information relative à un ou des transferts transfrontalier de déchets pour l'année 2025. Par ailleurs, on constate un décalage avec le tonnage sur TrackDéchets (7,16 tonnes).

L'exploitant SUEZ signale qu'un contrat lie DESOTEC et SUEZ pour le transfert réalisé pour ces charbons actifs usagés mais n'a pas souvenir qu'une procédure de notification ait été engagée auprès du PNTTD.

Interrogé sur l'établissement d'une procédure d'information auprès du PNTTD pour les exports de déchets non-dangereux issus du traitement des DEEE vers plusieurs pays de l'UE (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Belgique), l'exploitant indique que les déchets concernés dans le registre ne sont pas soumis à une procédure particulière, sans préciser les critères d'exclusion, ni les sources réglementaires correspondantes.

Post-inspection, l'exploitant SUEZ informe l'inspection des installations classées d'une erreur de codification des charbons actifs (utilisés pour traiter les eaux d'extinction suite à l'incendie du 19/01/2025). En effet, le code à employer est le 15 02 03, correspondant à un déchet non-dangereux de type «matériaux filtrants». Ce code est repris dans le certificat de collecte fourni par DESOTEC et également transmis par l'exploitant.

Ainsi, SUEZ RV DEEE est soumis à une procédure d'information pour ce type de déchets,

nécessitant un document d'information (annexe VII), ainsi que le contrat liant l'entité en charge du transfert et celle destinataire des déchets concernés. Ces éléments ont aussi été transmis par SUEZ.

À la lecture des éléments complémentaires, les quantités indiquées dans les différentes pièces ne concordent pas (près de 40 t dans le registre producteur, 19,96 t dans l'annexe VII, 15,77 t dans le certificat de collecte DESOTEC). Par ailleurs, le type de traitement ne correspond pas non plus (R7 pour réactivation thermique dans le certificat DESOTEC, D10 pour incinération dans le registre).

L'exploitant indique également être soumis à une procédure de notification pour les plastiques de froid envoyés vers l'Espagne et les Pays-Bas. Les numéros de procédure correspondant ne sont pas indiqués dans le registre tenu par SUEZ.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments complémentaires fournis par l'exploitant ont permis de confirmer que les démarches prévues par les règlements européens en matière de TTD ont été engagées par SUEZ.

Néanmoins, l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de compléter le registre «Déchets» (pour l'année 2025, année en cours et à venir) avec les items prévus par le Code de l'environnement en matière de TTD (le cas échéant, code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle, Numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006, Code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle) ;
- d'apporter des éléments de réponse concernant les décalages de quantité entre les différents documents établissant la traçabilité des déchets de charbon actif saturé concernés par le TTD ;
- de préciser les critères (seuils,...) de classification du déchet avec le code 15 02 03, et non pas 15 02 02* (déchet dangereux).
- de transmettre la décision de consentement obtenue du PNTTD pour les procédures "FR 2025 069040" et "FR 2024 069023".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention du risque incendie – Acceptation des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 9.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des DEEE entrants

Prescription contrôlée :

Seuls pourront être acceptés sur le site les déchets d'équipements électriques et électroniques

<p>(DEEE) provenant d'activités industrielles ou artisanales et de déchetteries (collectivités locales). L'acceptation de tout déchet présentant l'une des caractéristiques suivantes est interdite : explosif, inflammable, putrescible, fermentescible, radioactif, non pelletable, pulvérulent, contaminé selon la réglementation sanitaire. L'exploitant fixe les critères d'admission dans son installation des DEEE et les consigne dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par le code du travail pour au minimum les substances réputées contenues dans les équipements électriques et électroniques admis. Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets Livrés</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la procédure d'acceptation interne des déchets du site de Feyzin. À la lecture du document, l'inspecteur constate que les critères de l'exploitant correspondent aux critères d'exclusion de la prescription contrôlée, alors que cette dernière demande à l'exploitant de définir les critères d'admission propres au site.</p> <p>SUEZ indique que le critère principal d'admission est la catégorie du flux entrant (PAM, etc.), hors flux réceptionné via les éco-organismes (défini contractuellement). L'exploitant précise que les allotissements réalisés, par exemple par le biais de caisses pour les PAM entrants, permettent de réduire les volumes, donc les risques, contrairement à un conditionnement en volumes plus important.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis une nouvelle version de la procédure d'acceptation des DEEE entrants intégrant des compléments concernant la présence de piles ou batteries, de mercure, etc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à la bonne communication des critères de réception de SUEZ auprès des éco- organismes et des autres clients du site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention du risque incendie – vérification matériel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupefeu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les derniers rapports de contrôle des matériels de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - trappes de désenfumage - groupe motopompe diesel / surpresseur PIA - système de détection Incendie des bâtiments d'exploitation et bureaux - vidéosurveillance - poteaux incendie - extincteurs <p>À la lecture des différents rapports, l'Inspection des installations classées constate que les trappes de désenfumage n'ont pas été déclarées conformes suite à l'intervention de la société KINGSPAN en avril 2025. L'exploitant SUEZ indique qu'un changement de coffret a été réalisé depuis, mais les preuves de réalisation (photographies) n'ont pas été intégrées à l'outil de GMAO « SYNERGIE ». Le remplacement a pu être constaté lors de la visite terrain.</p> <p>Le surpresseur PIA est également non-conforme suite à intervention de la société DESAUTEL en juillet 2025. L'exploitant SUEZ indique avoir changé le ballon incriminé, depuis. La preuve d'intervention (faite le 07/01/2026) est bien intégrée à l'outil SYNERGIE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à intégrer, dans le cadre de la clôture des interventions sur SYNERGIE, les éléments de preuve utiles (photos, bons d'intervention).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 & 6
Thème(s) : Risques accidentels, Formalisation et mise en œuvre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</p> <p>Maitrise des sinistres.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y</p>

contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. [...]

Constats :

L'exploitant SUEZ a transmis en amont de l'inspection le Plan de Défense Incendie (PDI) du site de Feyzin. La lecture du document par l'Inspection des installations classées soulève les remarques suivantes:

- le SDMIS n'est pas intégré à la chaîne d'alerte.

- le gardien ne fait pas l'objet d'une fiche mission, alors que des actions sont attendues de sa part dans le schéma d'alerte du site. Post-inspection, la fiche mission «agent de sécurité» a été éditée et intégrée au PDI.

- l'inspecteur des installations classées de la DREAL est indiqué nominativement dans le tableau listant les différents interlocuteurs. Post-inspection, l'exploitant a ajouté le numéro de l'astreinte de la DREAL AURA. Il conviendrait d'ajouter également le numéro d'appel général de l'UD pour les heures ouvrées (04 72 44 12 49).

- le personnel mobilisable en Heures Non Ouvrées (HHO) ainsi que les actions correspondantes, hors gardien et chargeur, n'est pas formalisé dans le PDI.

- l'outil numérique KIZEO de mise à disposition de l'état des matières stockées auprès de la PIPS (et SDMIS le cas échéant) n'est pas mentionné dans le document. Il conviendra d'ajouter à KIZEO, lors des remontées hebdomadaires, le volume de contenants vides situé à l'entrée sur site, en raison de leur caractère combustible.

- la justification des compétences n'est pas explicite. Les typologies de formation et fréquences associées ont été précisées post-inspection mais l'Inspection des installations classées attend des compléments sur les modalités de formation / sensibilisation des nouveaux arrivants ainsi que du personnel provisoire sur site.

Concernant la réalisation d'exercice incendie, permettant la mise en œuvre du PDI, l'exploitant SUEZ indique en séance les réaliser à fréquence annuelle, en présence des pompiers de la zone industrielle de Saint-Fons (PIPS).

--

Considérant la survenue d'un incendie en 2025, la DREAL a demandé le dernier compte-rendu d'exercice au titre de l'année 2024, remis post-inspection par l'exploitant SUEZ. Celui-ci a été réalisé le 18/07/2024 en heures ouvrées avec les pompiers de la PIPS, avec comme scénario un départ de feu dans le local électrique et un départ de feu dans l'alvéole «fûts de piles».

L'exercice a donné lieu à un plan d'actions d'améliorations. L'Inspection DREAL note qu'à partir du 1er janvier 2026, SUEZ devait organiser des exercices avec la PIPS à fréquence semestrielle.

--

Par ailleurs, la visite terrain a permis de constater:

- un RIA endommagé en partie basse, au niveau du calorifugeage sous boîtier métallique (suite à

<p>un choc). Post-inspection, l'exploitant a transmis un devis réceptionné le 03/03/2026 pour la réparation du RIA.</p> <p>- la présence de végétation obstruant l'accès à la vanne d'isolement au niveau du bassin de collecte des eaux d'extinction du site</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>À l'aune des constats précédents, l'Inspection des installations classées demande:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le PDI, à ce que les remarques précédentes soient prises en compte afin d'assurer la complétude et la bonne mise en œuvre du plan - pour les exercices incendie, à ce que l'exploitant SUEZ précise la fréquence retenue d'exercice retenue conjointement avec la PIPS, et lui indique la date prévisionnelle du prochain exercice courant 2026. - à ce que la végétation au niveau de la vanne d'isolement du site soit retirée et à ce que cette zone soit considérée comme une des priorités d'intervention du prestataire.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>